

Le permanent et le dissident : itinéraires d'exil de Mohammed Harmel et Noureddine Bouarroj, dirigeants du Parti Communiste Tunisien*

Abstract

The article focuses on two leading figures of the Tunisian Communist Party (PCT), Mohamed Harmel (1929-2011) and Noureddine Bouarroj (1928-92), and investigates the divergent impact of life abroad on their political career and intellectual journey. The analysis starts with their confrontation with the Tunisian regime, tracks their moves, networks and activities abroad and looks at the outcome of exile. While the departure of Harmel, member of the three-man secretariat, strengthened his leadership within the party, the itinerary of the political bureau member Bouarroj was that of a so-called dissident who had to counter exclusion. The life trajectories reconstructed by piecing together archives and oral sources shed light on the winners and losers of expatriation, as well as on the transnational dimension of nationalist commitment after independence.

Keywords

Tunisian Communist Party, Exile, Patriotism, Transnationalism, Leftist internationalism

* Cette recherche s'inscrit dans le plan de relance de la recherche Pia.ce.ri. 2020-22 de l'Université de Catane et a été menée au sein de l'équipe Mediterranean Tour : voyages, circuits politiques, itinéraires culturels et tourisme entre époque moderne et contemporaine.

This article is distributed in Open Access under the Creative Commons CC-BY 4.0 Licence

(c) Author(s)

DOI:<https://doi.org/10.23810/AEOXXVI202313>

When citing this article please include its DOI with a resolving link

De l'exil et de ses entre-deux : approche et cas d'étude

Dans l'introduction à l'ouvrage collectif *Exile and the Circulation of Political Practices* Catherine Brice écrit que « [l']exil politique est une caractéristique de l'histoire européenne du dix-neuvième siècle » (Brice 2020 : 1). Maurizio Isabella, à son tour, insiste sur le lien étroit entre le développement des nationalismes en Europe (le *Risorgimento*, notamment) et l'expérience de l'exil (Isabella 2006 : 493). Au vingtième siècle, malgré la montée en puissance du phénomène migratoire qui a atteint les proportions d'un exode de masse,¹ l'exil proprement politique est resté une forme de mobilité substantielle marquant les expériences individuelles et collectives.

Dans les pays colonisés la « dernière vague » des nationalismes, selon l'expression de Benedict Anderson (2006 : 113), est presque indissociable de l'expérience exilique des leaders politiques (Chater 2011). Le sultan marocain Mohammed V, le président du Néo-Destour Habib Bourguiba, le leader du Front de Libération Nationale algérien (FLN) Ahmed Ben Bella – pour n'en nommer que quelques-uns – ont tous été contraints de quitter leur pays. L'accueil triomphal à leur retour et leur consécration au rôle de chefs d'état après l'indépendance révèle l'aura de légitimité que le départ forcé ou l'internement peuvent apporter. Pendant la décolonisation l'exil volontaire, comme dans le cas de la délégation extérieure du FLN, est devenu une partie intégrante de la stratégie de résistance visant à l'internationalisation de la question coloniale. De toute évidence, l'exil offrait des « structures des opportunités politiques » (Zederman 2019). Par ailleurs, les réfugiés à l'étranger jouèrent un rôle déterminant dans le façonnement des nouvelles formes d'appartenance nationale, comme ce fut le cas de la Lybie (Baldinetti 2010). Dans les nouveaux états indépendants l'exil politique est la résultante des appareils autoritaires qui sacrifie le pluralisme culturel et politique sur l'autel de l'unité nationale. C'est pour cela que Paul Tiyambe Zeleza en parle comme d'une expérience extrêmement fréquente dans le monde postcolonial africain (Zeleza 2005 : 10-11). L'opposition politique étant mise en équation avec la subversion ou la dissidence, les adversaires sont réduits au silence ou forcés précisément à s'expatrier. L'ancien secrétaire du Néo-Destour, Salah Ben Youssef, assassiné en exil à Francfort-sur-le-Main (Allemagne) le 12 août 1961 par des émissaires de Bourguiba, est une figure paradigmatique à cet égard (Ghorbal 2012 : 54-5 ; Camau et Geisser 2003 : 144).

Cet article vise à reconstruire parallèlement, à l'aide d'archives et de témoignages, l'expérience d'exil de deux dirigeants du Parti Communiste Tunisien

(PCT). Il s'agit de Mohamed Harmel (1929-2011), qui a été membre des instances dirigeantes du PCT de 1951 à 1993, et de Noureddine Bouarroj (1928-92), élu membre du comité central pour un seul mandat en 1962. Fils d'un couturier tunisois d'habits traditionnels, Mohamed Harmel était devenu communiste en 1948 à l'âge de dix-neuf ans ; Noureddine Bouarroj, pour sa part, était fils d'un imam du quartier al-Hafsia de Tunis et avait rejoint les rangs du PCT dans les années cinquante après avoir milité dans le Néo-Destour.² Sortis tous deux du Collège Sadiki, Mohamed Harmel avait travaillé un certain temps comme instituteur avant de devenir, à l'indépendance, fonctionnaire du parti ; Bouarroj, lui, après des études en botanique à Paris, avait obtenu un poste de professeur à l'École Supérieure d'Agronomie.³ Les deux parcours qui font l'objet de notre étude et que nous allons aborder à travers le prisme de l'exil, même si dans le cas de Bouarroj le mot n'est pas employé expressément dans la documentation repérée,⁴ sont antithétiques quant à leur aboutissement. Il y a, pour ainsi dire, des « vainqueurs » et des « vaincus » de l'exil (Burke 2017 : 8) car la carrière ascendante de Mohamed Harmel contraste avec l'isolement de Noureddine Bouarroj, qui meurt à l'étranger.

Le sens classique du mot « exil » renvoie au pays d'origine – *exilium* ou *exsiliium* vient du latin *ex* (« de ») et *solum* (« sol ») – et, comme le précise le sociologue Michel Wieviorka,⁵ aux vicissitudes du bannissement, soit par décision d'en haut, soit par choix sous la contrainte. Au dix-neuvième siècle l'étymologie a été attribuée à la racine indo-européenne « sal », au lieu du sémantème « sol », qui signifie « aller de l'avant », comme dans le verbe latin *salire*, « sauter ». Cette interprétation met l'accent sur le pays d'arrivée, ou bien sur le mouvement d'un espace à un autre. En fait, l'exil est une expérience qui se déroule entre deux pôles (« ici » et « là ») et qui implique « une dynamique de multi-appartenance ».⁶ Cela est particulièrement vrai pour des hommes de parti ou des intellectuels engagés, comme dans les deux cas examinés, qui poursuivent leur combat dans le lieu de résidence tout en restant constamment connectés à la mère-patrie.

L'expérience de l'exil ne sera pas abordée dans sa dimension existentielle en tant qu'« exilience »,⁷ d'autant plus que l'écriture d'exil n'est pas ici une écriture privée exprimant la subjectivité intime. Aucun de deux hommes dont il est question ne s'adonne au mélange des genres pratiqué par Mohamed Mas-moudi, Ministre des Affaires Étrangères tunisien (1970-4) limogé en 1974 à la suite de l'avortement du projet de fusion tuniso-libyenne, qui de son exil à Paris écrivait un plaidoyer pour l'unité arabe aux teintes mélancolique en se

languissant de Mahdia, son « port d'attache » (Masmoudi 1977, 9-13). Après un aperçu de la militance dans le pays de départ (*avant* le départ), l'accent sera mis plutôt sur l'activité politique et intellectuelle menée en exil (ce que les exilés font et pensent *en* exil) et l'aboutissement de l'exil (ce que les exilés deviennent *suite* ou *de par* leur exil). Dans cette perspective le pays d'origine ne figure pas autant comme « un lieu de l'âme », idéalisé et investi de nostalgie, que comme « un lieu de l'engagement » vers lequel le regard est constamment tourné. Ainsi la mère-patrie n'est pas une abstraction figée mais une réalité en mouvement dont même les petits soubresauts sont scrutés à la loupe afin de produire le changement souhaité.

Dans le sillon des études qui ont fait avancer dans le temps et élargi au Maghreb⁸ la production scientifique sur l'histoire de la gauche dans le monde arabe (Feliu et Izquierdo-Brichs 2019 ; Guirguis 2020 ; Rahal et Le Foll-Luciani 2021), cet essai creuse dans les itinéraires de vie de deux dirigeants communistes tunisiens, dont on ne dispose généralement que des brèves notices en annexe des livres ou dans les dictionnaires biographiques.⁹ Si le rêve de l'état-nation avait motivé les départs des combattants européens du dix-neuvième siècle, les exilés postcoloniaux sont animés eux-aussi par des idéaux patriotiques et libertaires, aussi bien que par le socialisme. L'indépendance avait marqué un nouveau départ de la lutte nationale où les parcours exiliques se situent sans perdre de leur dimension transnationale. Qui plus est, ils se nourrissent de cette ouverture d'horizons. L'engagement citoyen sera ainsi examiné en termes d'actions, d'interactions et de mouvements, qui constituent le noyau de ce que Arjun Appadurai (2000 : 7) appelle « “process” geographies ».

Le départ : répression d'état et querelles intestines

Mohamed Harmel quitta le pays dans la foulée de la « suspension » du Parti Communiste Tunisien et des poursuites judiciaires à l'encontre des dirigeants communistes au début de 1963. Le soir du 8 janvier 1963 le gouvernement avait notifié au PCT de cesser toute activité¹⁰ et les dirigeants communistes avaient été « l'objet de diverses vexations : retraits de passeport, interrogatoires policiers, suspension sans traitement de certains professeurs de lycée, menaces de suspension à l'égard d'autres enseignants du Supérieur » (Darmon 1969 : 125). La découverte d'un complot contre le chef d'état en décembre 1962¹¹ avait amené au rétrécissement des libertés publiques et au musèlement des voix de l'opposition. L'organe du PCT « al-Ṭalī'a » (l'Avant-garde) et le mensuel indépendant « Tribune du progrès », sorti en décembre 1960, avaient été fermés

à la fin de 1962 et leurs directeurs respectifs, Hédi Djerad,¹² à la tête du journal comme titulaire d'une patente de commerce, et Sliman Ben Sliman, « un compagnon de route des communistes » et une figure de proue dans le milieu progressiste,¹³ avaient été accusés d'« incitation à la rébellion ».¹⁴

Les mesures d'intimidation s'étaient répandues comme une tache d'huile, frappant l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (le syndicaliste Hassan Sadaoui était mort dans les locaux de la police), l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes et l'Union Générale des Étudiants Tunisiens, dont la direction parisienne avait été dissoute.¹⁵ La main de fer du pouvoir mit fin à une période d'effervescence collective qui avait vu les forces progressistes engagés dans la construction de l'état-nation. Faute de représentants à l'Assemblée nationale, le PCT exprimait ses positions sur les sujets à l'ordre du jour, tels que le processus constituant, essentiellement par écrit, que ce soit communiqués, tracts ou articles de presse. Comme on le disait dans le compte-rendu du séminaire des dirigeants communistes africains réunis au Caire en octobre 1966 : « L'Afrique est en guerre contre l'impérialisme. Il s'agit d'une guerre où les idées sont les armes essentielles ».¹⁶

Mohamed Harmel, arrêté le 9 mars, figure parmi les internés en détention préventive avec Mohamed Ennafaa, qui siégeait au secrétariat dès 1948, Abdallah El Majeri,¹⁷ Abdelhamid Ben Mustapha¹⁸ et Noureddine Bouarrouj.¹⁹ L'affaire avait eu un certain retentissement en France où l'Association Internationale des Juristes Démocrates et l'Organisation Internationale des Journalistes étaient prêtes à se mobiliser.²⁰ Ennafaa, Harmel et Mejri avaient confié le soin de leur défense à Joë Nordman, un avocat de la Cour d'appel de Paris, qui ne put assister les prévenus car « seuls des avocats tunisiens [étaient] habilités à assurer la défense devant les juridictions tunisiennes ». Pour venir en aide à Harmel intervint aussi Zouhaïr Essafi, chirurgien de renom et humaniste,²¹ qui alerta un collègue français pour certifier que Harmel souffrait de problèmes cardiaques.

Harmel, interrogé à plusieurs reprises par le juge d'instruction, est libéré après six mois de prison en isolement complet. À la fin de 1964 – peut-on lire dans une interview manuscrite – « la plupart des mesures prises à l'encontre des communistes, en tant que personnes, ont été rapportées. Cependant la surveillance policière n'a pas cessé, des militants communistes et des progressistes se voient encore refuser leurs passeports ».²² En fait, comme le témoigne Harmel lui-même, il y avait « des policiers devant la maison vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».²³ Néanmoins, Harmel réussit à obtenir son passeport

grâce au Ministre de l'Intérieur Taieb Mehiri (1956-65), qui agissait vraisemblablement « sur instruction ».²⁴ Harmel venait d'une famille bourgeoise du côté maternel (les Belkhodja) et comptait Oissila Bourguiba, la femme du président, parmi les intimes de la famille.²⁵ Finalement Harmel quitta la Tunisie en juin 1964 « pour les soins imposés par son état de santé », comme déclarait à l'époque Mohamed Ennafaa.²⁶

Malgré le départ de l'un de ses cadres les plus anciens (Harmel avait été élu au comité central lors du IV^e congrès du 11-13 mai 1951 et au secrétariat lors du V^e congrès du 18-20 mai 1956), le parti survécut à la dissolution sous la direction *de facto* de Nouredine Bouarrouj et Abdelhamid Ben Mustapha : Bouarrouj « a été le vrai patron du parti avec Abdelhamid Ben Mustapha. Les deux tenaient le parti, réellement ».²⁷ C'était l'époque du socialisme destourien lancé en 1961 avec la nomination d'Ahmed Ben Salah, ancien secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, au ministère du Plan. Le PCT n'avait pas vraiment donné son agrément au socialisme destourien lors du VII^e congrès du PCT (25-27 mars 1962). En 1964, le correspondant du « Monde » écrivait que « [l]es communistes et les marxistes bon teint renient ce socialisme », qui est dit « empirique » car administré pragmatiquement « en guise de médication préventive ».²⁸ Néanmoins, graduellement le soutien l'emporta sur la critique (pour reprendre le binôme, populaire dans la mouvance communiste, de « soutien critique ») lorsqu'un groupe de militants commença à participer aux commissions économiques et sociales mises en place par le Ministre Ahmed Ben Salah entre 1964 et 1968. Ces rencontres hebdomadaires amenèrent à la cooptation, comme conseillers du cabinet, des universitaires communistes, tels que les géographes Habib Attia, spécialiste de développement régional, et Mohamed Tahrouan, ainsi que le linguiste Salah Guermadi (Ayari 2016 : 107).

Ce rapprochement a été à l'origine de l'ouverture d'une brèche au sein du PCT car un groupe soudé de camarades – connu sous l'appellation de Groupe Kléber (du nom de la rue où habitaient un grand nombre d'entre eux) – avança la thèse selon laquelle le groupe dominant en Tunisie était expression de la « petite bourgeoisie », et non point de la « bourgeoisie nationale ». La controverse ne portait pas vraiment sur l'emploi du terme « petite bourgeoisie » car la direction s'interrogeait, comme les montrent les notes en marge d'un article signé par Mohamed Harmel, sur la pertinence de la notion de « bourgeoisie nationale ». Là où Harmel soutenait que « le pouvoir politique appartient à la bourgeoisie nationale », quelqu'un a écrit à la main : « plutôt à la petite bourgeoisie ? ».²⁹ L'objet de la divergence concernait plutôt la nature ou le caractère

de cette classe et la position conséquente à assumer à son égard. Au dire de la direction, le groupe petit-bourgeois était « idéalisé et exalté à l'extrême » par ce « groupe indépendant » de camarades, qui le considérait « comme totalement et constamment progressiste ». En revanche, selon la ligne officielle, le trait marquant la petite bourgeoisie résidait dans le manque d'homogénéité et de cohérence et, par conséquent, ses « oscillations d'un pôle à un autre » qui appelaient à une posture critique. De fait, le PCT, partisan du « soutien critique », reprochait au Groupe Kléber l'appréciation sans réserve de l'expérience socialiste des années soixante et de la figure de Bourguiba dont Bouarrouj appuya ostensiblement la candidature aux élections de novembre 1969 (« après la mise en échec de l'expérience B.S. [Ben Salah] »). Le risque de sabotage du PCT était évident pour les dirigeants et d'ailleurs, de l'aveu des adeptes de Bouarrouj, pour celui-ci « le parti n'était pas un objectif en soi ».³⁰

Les divergences au sein du parti, ainsi que le limogeage de Ben Salah et le revirement libéro-capitaliste, peuvent avoir eu une influence sur le choix de Bouarrouj de quitter le pays. À cela il faut ajouter le climat persistant d'intimidation, dont Bouarrouj aussi fut victime,³¹ et la surenchère répressive lors des protestations estudiantines de mars 1968 (Hendrickson 2022 ; Abdessamad 2019). Le Ministre de l'Intérieur Beji Caid Essebsi (1965-9), qui avait été un camarade de lycée de Bouarrouj, se souvient de ce dernier, pour lequel il avait beaucoup d'estime, comme un type « très sectaire, intransigeant » qui « a toujours eu des démêlés avec la police ».³² Coincé en Tunisie par manque de passeport, Bouarrouj réussit finalement à quitter le pays en 1971³³ pour un congé d'études. Son éloignement, provisoire au début, coïncida avec le retour de Mohamed Harmel qui impulsa un renouvellement des cadres et de la ligne idéologique et politique du parti. L'écartement de Bouarrouj de la discussion de l'avant-projet – qui aurait abouti à la publication en 1974 de l'opuscule *Pour une nouvelle alternative démocratique et progressiste*³⁴ – avait été délibéré au dire de ses partisans, obligé pour la direction car « il ne pouvait pas être question d'envoyer à l'étranger, ce texte provisoire ».³⁵

Faire de la politique à l'étranger

Âgé d'une trentaine d'années, marié et père de trois enfants, Mohamed Harmel quitta le pays et sa famille pour Paris où il resta deux à trois mois. Il y était en contact avec le Parti Communiste Français (PCF) qui avait maintenu des liens solides avec le PCT après l'indépendance : Jacques Duclos avait assisté au VI^e congrès du PCT de 1957 comme délégué du PCF et le mensuel « Démocratie

nouvelle », qu'il dirigea depuis sa création en 1947 jusqu'à la fin de sa parution en 1968, publiait périodiquement des articles des dirigeants tunisiens.³⁶ Dans la capitale française, Harmel se trouva aussi à présider des réunions et à donner vraisemblablement une impulsion à l'activité d'édition sur place des étudiants communistes qui, à partir de 1963, avaient commencé à imprimer le bulletin « Espoir. Étudiants Communistes Tunisiens » et des pamphlets diffusant la ligne du parti.³⁷ Ces publications ronéotypées, qui étaient pour la plupart rédigées, de façon strictement anonyme, par des camarades de Tunis,³⁸ assurèrent la liaison entre les militants des deux côtés de la Méditerranée et offrirent un espace d'information, aussi minime soit-il, tout au long de la période de clandestinité.³⁹

Par la suite, Harmel se déplaça à Moscou où il fréquenta l'école du parti et apprit le russe. Installé dans les résidences destinées aux dirigeants communistes, il y resta trois ans avant de rejoindre Prague où il devint rédacteur de « La nouvelle revue internationale. Problème de la paix et du socialisme », « cet ultime vestige du Kominform » remontant à 1958 (Paris 1995). La parution des chroniques sur la situation tunisienne et d'autres articles signés par Harmel s'est prolongée bien au-delà du séjour tchécoslovaque de 1968 à 1972.⁴⁰ Harmel participait aussi aux symposiums réunissant les représentants des partis communistes africains et arabes organisés à l'initiative de « La nouvelle revue internationale ». L'insertion au cœur du réseau internationaliste permit à Harmel de resserrer les relations avec les camarades du Maghreb (le marocain Ali Yata, les algériens Larbi Bouhali et Bachir Hadj Ali) et du Moyen-Orient (le syrien Khaled Bagdache, les libanais Georges Batal et Georges Haoui, le palestinien Saliba Khamis). Il était en très bons termes aussi avec l'italien Michele Rossi qui, né en Tunisie en 1917, avait fait son apprentissage politique dans le PCT et habitait dans le même immeuble à la Place de la révolution, et le sénégalais Amath Dansokho.⁴¹ Dans ce milieu de stricte observance soviétique, les critiques ou les préoccupations n'étaient exprimées qu'au sein de cercles fermés. Témoin oculaire de l'entrée des chars de l'URSS à Prague en août 1968, Mohamed Harmel s'inquiéta sans pour autant se dissocier publiquement.⁴²

De Moscou ou de Prague Mohamed Harmel se déplaçait facilement pour participer aux congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS)⁴³ et des partis communistes des pays socialistes, ainsi qu'aux conférences mondiales des partis communistes lancées dès la fin des années cinquante. Ces voyages diplomatiques (Delpu et Poupault 2018 : 4-5) étaient l'occasion de sortir de la périphérie et rejoindre les centres névralgiques en affichant allé-

geance à l'Union Soviétique : après avoir assisté aux travaux préparatoires de la conférence internationale des partis communistes et ouvriers, Mohamed Harmel tint un discours à Moscou en juin 1969 où il s'en prenait à la République populaire chinoise, accusée de fomenter des divisions au sein du mouvement antiimpérialiste, mais resta muet sur l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie;⁴⁴ encore, en 1971, au cours du XXIV^e congrès du PCUS, Harmel rendit hommage à Lénine devant son mausolée avec une gerbe de fleurs et prononça un discours très élogieux envers l'Union Soviétique.⁴⁵ Si avant l'interdiction c'était Mohamed Ennafaa, au secrétariat depuis plus longtemps, qui représentait souvent le parti aux meetings internationaux,⁴⁶ par la suite ce fut Harmel qui siégea aux premières loges dans tous les congrès⁴⁷ et assura le relais avec l'extérieur. Contrairement à ce qui était arrivé peu avant le départ de Harmel quand le PCT n'avait accordé à son délégué à la rencontre des partis communistes des pays arabes, prévue à Prague le 20 avril 1964, que le statut d'observateur sans pouvoir de signature « car depuis trop longtemps il est loin du pays et détaché du parti »,⁴⁸ la distance n'était plus perçue comme un empêchement incitant à la prudence.

Harmel eut la chance de se déplacer aussi pour des voyages d'étude en Union Soviétique ce qui lui permit d'accumuler un capital de connaissance. En Ouzbékistan avec Georges Batal et Amath Dansokho, il se montra admiratif des bonds en avant accomplis par le pays pour sortir du sous-développement et établir le socialisme sans passer par le stade capitaliste ayant ainsi une preuve vivante de ce que les théoriciens du socialisme préconisaient dès les années 1950. « [Ce] pays d'Orient, où la civilisation arabo-musulmane a laissé des traces profondes », faisait figure de modèle d'autant plus que ses dirigeants avaient réussi à intégrer les traditions positives du peuple ouzbek dans le cadre révolutionnaire soviétique.⁴⁹ Cet enseignement s'avèrera très utile lorsque, avec la montée en puissance de l'islam politique, le PCT sera confronté à la question de la compatibilité entre marxisme et religion musulmane. Ce genre de « tourisme politique » liant endoctrinement et loisir (Papadogiannis 2016) s'accompagnait de séjours d'été avec la famille dans des datchas en Russie, Crimée, Roumanie ou Bulgarie,⁵⁰ ce qui était également l'occasion d'expérimenter de première main le bonheur du socialisme réel.

Noureddine Bouarrouj arriva en France lorsque le séjour de Harmel à l'étranger touchait à sa fin. Ils se croisèrent à Paris sans parvenir pour autant à régler le différend qui les opposait : « J'ai rencontré Bouarrouj à Paris – raconte Harmel –, avant de rentrer, et il était dans cette bulle de Bourguiba, Ben

Salah, le progressisme... le parti est mort... le progrès va venir du côté de Ben Salah et de Bourguiba... c'est la solution... Il est resté presque isolé, il a évolué d'une manière, je dirais, presque psychiatrique quand il était à Paris... [...] malheureusement Bouarrouj a perdu toute audience [...] il a perdu, parce qu'il s'est emballé dans des positions d'une incohérence totale ».⁵¹ Les chemins de deux hommes, qui avaient longtemps été amis (Bouarrouj rendait régulièrement visite à la femme de Harmel à l'époque de son exil),⁵² bifurquèrent.

À Paris Bouarrouj poursuivit son combat au sein de « l'organisation locale » du PCT en enfreignant, au dire des dirigeants à Tunis très soucieux de parvenir à l'unification du parti,⁵³ l'esprit de discipline et de responsabilité exigé.⁵⁴ Une lettre datée 2 mars 1978 témoigne pourtant de la volonté de collaboration de Bouarrouj qui faisait des remarques critiques⁵⁵ dans le but de « contribuer à améliorer les positions du parti » et exhortait au dialogue pour la mise au point d'un programme. Face au mutisme des camarades de Tunis, au moment où la discussion du texte préparatoire du VIII^e congrès du PCT était en cours, Bouarrouj revendiquait, sur la base des statuts du parti, le droit d'exercer pleinement ses responsabilités de membre du bureau politique, compte tenu de son éloignement géographique « car [...] mon retour n'est pas pour demain ». Le doute sur la mise en place d'« un coup de force non déclaré dans le parti » lui venait à l'esprit.⁵⁶

Finalement, le 1^{er} mai 1980, Bouarrouj fit circuler le premier tract public dénonçant le jugement rendu en avril par la Cour de sûreté de l'état qui condamnait à la peine de mort et aux travaux forcés à perpétuité les insurgés de Gafsa, responsables de l'attaque menée dans la ville minière du sud-ouest à la fin de janvier 1980.⁵⁷ Le PCT non seulement avait déploré l'ingérence de Mouammar Kadhafi dans la tentative de putsch en vue d'imposer la révolution depuis l'étranger mais,⁵⁸ fidèle à la ligne démocratique, il avait aussi réprouvé fermement ce qu'il considérait comme des actes de terrorisme et d'anarchie. Nouredine Bouarrouj, en revanche, expliquait la violence comme dernier recours en manifestant sa solidarité aux révoltés exaspérés face à un pouvoir indifférent et impitoyable.⁵⁹ Ainsi, l'évidence de la rupture n'était plus un mystère et peu après le Parti Communiste Tunisien VII^e congrès voyait le jour. La dénomination faisait référence au dernier congrès ordinaire du PCT, qui se déroula dans la légalité en 1962, tandis que Bouarrouj ne reconnut pas le VIII^e congrès du PCT, tenu dans la clandestinité le 14 février 1981, « dont on ne connaît ni les thèses ni les résolutions ni même le lieu où il s'est tenu ».⁶⁰ En effet le document du VIII^e congrès, sorti tardivement en mars 1982 du fait

des priorités dictées par la légalisation inattendue du parti et de son journal, n'était qu'« un prolongement et un enrichissement du texte “Pour une nouvelle alternative progressiste et démocratique” »⁶¹ à l'élaboration duquel Bouarroj n'avait pas participé.

La loi française ne permettant pas de créer des partis étrangers, on suppose que le PCT VII^e congrès avait le statut d'association, comme d'ailleurs les branches du Rassemblement Constitutionnel Démocratique et d'Ennahda (*al-nahda*, la renaissance) en France (Zederman 2019 : 37). Contrairement au PCT qui fut légalisé en juillet 1981, le PCT VII^e congrès ne bénéficia pas de l'ouverture au multipartisme survenue en Tunisie au début des années quatre-vingt. Bouarroj et les siens (Jamil Hayder⁶² et Mondher Haji Ali, à l'époque âgés de vingt ans) s'activèrent pour recruter des adeptes et doter le parti d'organes de presse. « Le communiste tunisien. Organe du Parti Communiste Tunisien 7^o congrès », publié jusqu'à 1988, recueillait les interventions et les interviews de Bouarroj.⁶³

Pour avoir une influence sur la Tunisie, qui était la préoccupation majeure, il fallait, selon Bouarroj, rassembler les élites éparpillées. Le Mouvement de l'Unité Populaire (MUP), fondé par l'ancien Ministre Ahmed Ben Salah en 1973 et interdit lui-aussi,⁶⁴ devint le principal interlocuteur. Pour sortir de l'isolement, Bouarroj fut amené à établir « des rapports très profonds » avec les opposants destouriens en exil à Paris avec qui il partageait un sort similaire.⁶⁵ Pendant presque huit ans, il anima un cercle de discussion hebdomadaire ouvert aux cadres du MUP et aux progressistes. Le PCT VII^e congrès avait aussi des relations permanentes avec l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), « la seule organisation capable de mobiliser les masses », comme l'a confirmé la grève du 26 janvier 1978.⁶⁶ Du fait de la scission, le PCT VII^e congrès figurait sur la liste rouge du PCF et d'ailleurs Bouarroj regardait d'un œil critique l'hégémonie soviétique, comme le démontre son testament spirituel *Réflexion sur les causes de l'implosion de l'URSS et de l'effondrement du mouvement communiste international*.⁶⁷ De bonnes relations avaient été établies, en revanche, avec le Parti Socialiste Français.

Bouarroj accordait beaucoup d'importance à la civilisation arabo-musulmane et était partisan d'un islam réformiste capable de s'adapter aux exigences de la modernité. De même, il contestait un marxisme dogmatique et schématisé en faveur d'une conciliation idéologique et d'une voie spécifique adaptée aux réalités nationales. À la veille de la révolution iranienne Bouarroj participa à une table ronde avec Abol Hassan Bani Sadr – conseiller de Khomeiny en

France depuis 1963 et futur président de la République iranienne (1980-1) – au cours de laquelle il contesta l’image occidentale d’un islam rétrograde et s’interrogea sur les conjonctions entre marxisme et islam. Les dernières années de sa vie Bouarrouj s’engagea aussi sur le terrain du dialogue islamo-chrétien. Il était très proche du pasteur Étienne Mathiot, secrétaire de la commission « Église-Islam » de la Fédération Protestante de France, dont il avait épousé la fille Mathilde à un âge avancé. Dans les années turbulentes de la guerre d’Algérie, Bouarrouj, membre à l’époque de l’Union Générale des Étudiants Musulmans, avait soutenu Étienne Mathiot lors du procès intenté contre lui pour attentat à la sûreté de l’état.⁶⁸ Parmi les intellectuels chrétiens impliqués dans le dialogue islamo-chrétien, il y avait aussi le père blanc Michel Lelong, qui avait été rappelé en France de la Tunisie en 1975. En 1982, dans la foulée de la guerre au Liban, Étienne Mathiot et Michel Lelong, écrivirent, avec Roger Garaudy,⁶⁹ une lettre ouverte contre Israël publié sur « Le Monde » le 17 juin 1982. Pour leur prise de position publique, dénonçant l’influence du lobby sioniste et la politique d’apartheid de l’état d’Israël, ils eurent à répondre aux allégations de provocation et diffamation raciale intentée par la Ligue Internationale contre le Racisme et l’Antisémitisme qui se termina en 1987 par un acquittement.⁷⁰ Nouredine Bouarrouj avait lui aussi prit parti ouvertement sur la question palestinienne en condamnant Israël, son protecteur les États-Unis et les régimes arabes complaisants.⁷¹

La suite : la fin de l’exil ou l’exil sans fin

En octobre 1972, Mohamed Harmel rentra dans son pays avec un laissez-passer qui lui avait été remis par l’ambassade tunisienne en Tchécoslovaquie. Pour lui, il était temps de rentrer et mettre à profit les acquis de l’exil, avant tout la légitimité acquise à l’extérieur qui lui permit de prendre les rênes du parti. Instigateur du renouvellement du parti, Harmel consolida son leadership au cours des années soixante-dix avant d’en devenir le représentant officiel. Comme le disait Bouarrouj : « Harmel [...] a [...] été choisi comme interlocuteur valable par Ahmed Mestiri et ses amis de M.D.S. [Mouvement des Démocrates Sociales]. D’autres journaux [...] n’accorde] le privilège d’une interview qu’au seul Harmel, au moment où Mohamed Ennafaa était pourtant encore le premier secrétaire du parti ».⁷² Cela est confirmé par les paroles d’appréciation prononcées par le rédacteur en chef de l’hebdomadaire indépendant « Le Maghreb », Omar S’habou, qui, lors des élections de novembre 1981, écrivait que « le MDS et le PCT ont, chacun, un leader de qualité » ; « Mestiri et Harmel ont [...] une

réputation – non usurpée – d’hommes intègres et courageux ». ⁷³ Le passage des consignes avait officiellement eu lieu en février 1981 lors du VIII^e congrès du PCT qui, tout en consacrant un secrétariat à trois membres (Ennafaa, Harmel et Ben Mustapha), confia le poste de secrétaire général, auparavant occupé par Ennafaa sous l’appellation de premier secrétaire, à Mohamed Harmel. ⁷⁴ A ce titre le 18 juillet 1981 celui-ci fut reçu dans sa résidence d’été à Monastir par le président Bourguiba qui lui annonça la levée de l’interdiction du parti. Le renouvellement intervenu lors du X^e congrès (22-23 avril 1993), quand le PCT ouvrit ses rangs à des militants indépendants et renonça à se référer au communisme en modifiant son appellation en Ettajdid (*al-tajdīd*, le renouvellement), n’ébranla pas le rôle majeur de Harmel qui poursuivit sa carrière comme secrétaire (1993-2007) et président honoraire du mouvement Ettajdid (2007-2011) jusqu’à sa disparition. Il siégea aussi au parlement à deux reprises dans les années quatre-vingt-dix en profitant des quotas supplémentaires attribués aux partis de l’opposition.

Très attaché à la mère-patrie et au patrimoine arabo-musulman, Bouarroj ne revint en Tunisie que pour un court séjour en 1987. À ce moment-là, des jeunes militants essayèrent, malgré la réticence de Harmel, de rétablir des contacts avec « ceux qui s’étaient fâchés » en vue de préparer, en rangs renforcés, le IX^e congrès du PCT. Les « pacificateurs » connaissaient à peine Bouarroj et, de leur aveu, n’étaient pas impressionnés par lui. La rencontre, qui se déroula chez Bouarroj, à Cité El Omrane, avec d’autres anciens membres du Groupe Kléber (Ali Mtimet, Taoufiq Baccar), n’eut pas l’effet escompté car Bouarroj déclina l’offre de réintégrer le parti et de participer au IX^e congrès. ⁷⁵ L’exil de Bouarroj avait fini par l’éloigner de ses camarades d’antan et estomper son ascendant politique. Écarté de son vivant, Bouarroj a été refoulé de l’espace mémoriel même après sa mort, survenue en 1991, bien qu’il ait été enterré en Tunisie. Alors que le parti al-Massar (*al-masār*, la voie) a rendu hommage le 24 juin 2014 à Habib Attia, membre du Groupe Kléber décédé en 2017, les disciples de Bouarroj, quant à eux, regrettent que celui-ci ait été traité comme « la bête qu’il ne faut pas nommer ». ⁷⁶ Même sur la Toile, le peu d’informations repérables sur Bouarroj ⁷⁷ révèle qu’il n’est pas un personnage public connu à l’égal de Harmel. Pareillement, la figure de Bouarroj apparaît diminuée dans les dossiers d’archives du PCT qui ne le mentionne que par l’initial de son nom ou par le qualificatif d’« opportuniste ». Pour restituer cet « oublié de l’histoire » à la mémoire collective, comme certains le souhaitent, il faudrait exhumer les souvenirs personnels et les fonds documentaires, d’autant plus que

Bouarrouj était un orateur infatigable et avait l'habitude de tout enregistrer sur support vidéo. Il pourrait y avoir, au bout du compte, un espace pour la réhabilitation de celui qui est sorti perdant dans la compétition pour le leadership du parti.

Conclusions

En rassemblant des fragments d'archives et de mémoires, cet essai s'est d'abord penché sur l'établissement des faits concernant les itinéraires militants de deux figures de la gauche tunisienne, un défi de taille étant donné la marginalité historiographique et mémorielle dans laquelle a été confinée un parti de minorité comme le PCT. En second lieu, un éclairage a été apporté sur l'expatriation des hommes engagés dans la construction de l'état national et du socialisme à l'échelle mondiale. La dérive autoritaire, par laquelle les divergences politiques se sont souvent soldées dans les pays africains, a engendré l'exil de nombreux opposants aux régimes. Les deux cas examinés montrent que, malgré la distance, la libération de la nation du sous-développement, de l'autoritarisme, du néo-colonialisme restèrent en tête des priorités des activistes à l'étranger, au risque de ne pas s'apercevoir des bonnes causes à proximité dans les pays hôtes (Zezeza 2005 : 8). Ce côté national(iste) de l'engagement ressort dans un cadre décidément transnational qui a un impact au niveau des idées et des pratiques, ainsi que des carrières politiques. L'attention portée à la dimension du voyage nous a permis de détecter l'interaction entre l'attachement national et l'horizon transnational de l'engagement politique, de même que le positionnement (politique et identitaire) de deux hommes par rapport aux idéologies et aux acteurs sur le terrain. Hors du pays, Harmel et Bouarrouj ne se replièrent guère sur eux-mêmes mais, dans l'atmosphère de bouillonnement des années soixante et soixante-dix, continuèrent à occuper leur place dans un espace public aux contours élargis : le premier chercha à intégrer le mouvement communiste international et le second s'efforça de bâtir de toutes pièces des réseaux transnationaux. L'agenda de deux hommes se développa au diapason des relations tissées à l'étranger ce qui amena Harmel à se conformer au discours d'inspiration soviétique et Bouarrouj à faire l'expérience d'autres formes d'engagement, dont le dialogue interreligieux. L'analyse en trois phases de deux itinéraires – l'« avant » dans le pays de départ, l'« après » dans le(s) pays d'accueil et la « suite » – nous a permis de dégager, à partir d'un arrière-fond commun, les formes prises par l'exil et les facteurs en œuvre affectant les destinées politiques. L'expérience de Harmel, qui s'est achevée par un périple⁷⁸ avec le

retour au pays natal, se déroula sous le signe d'une mobilité presque permanente – résultant des étapes parisiennes, russe et tchèque de son parcours et des visites d'études ou diplomatiques (qui représente une sorte de voyage dans le voyage) ; Bouarrouj, lui, a suivi un itinéraire moins mouvementé qui s'est conclu par son installation définitive en France. Le capital relationnel accumulé par Harmel se révéla décisif dans la conquête du consensus au sein du parti et dans sa légitimation dans l'arène multipartite des années quatre-vingt, alors que Bouarrouj eut à faire face à l'exclusion pour dissidence interne et à s'inventer de nouveaux champs d'action.

Daniela Melfa est professeure titulaire d'Histoire et institutions africaines au Département de sciences politiques et juridiques de l'Université de Messine.

Bibliographie

- Abdessamad H. (ed.) (2019), *Soixante-huit en Tunisie. Le mythe et le patrimoine*, Tunis, Mots passants
- Anderson B. (2006), *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London-New York
- Appadurai A. (2000), *Grassroots Globalization and the Research Imagination*, « Public Culture », vol. 12, n. 1, p. 1-19
- Ayari M. (2016), *Le prix de l'engagement politique dans la Tunisie autoritaire. Gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali (1957-2011)*, Paris-Tunis, Éditions Karthala-IRMC
- Baldinetti A. (2010), *The Origins of the Libyan Nation : Colonial Legacy, Exile and the Emergence of a New Nation-State*, Oxfordshire-New York, Routledge
- Beinin J. et Lockman Z. (1987), *Workers on the Nile: Nationalism, Communism, Islam and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton, Princeton University Press
- Ben Sliman S. (2017), *Souvenirs politiques : Frère de combat et de souffrances*, Tunis, Nirvana Éditions
- Borsali N. (2008), *Livre d'entretiens avec Ahmed Ben Salah. L'homme fort de la Tunisie des années soixante*, Tunis, s.é.
- Brice C. (ed.) (2020), *Exile and the Circulation of Political Practices*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing
- Burke P. (2017), *Exiles and Expatriates in the History of Knowledge, 1500-2000*, Waltham, Brandeis University Press.
- Camau M. et Geisser V. (2003), *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po

- Camau M. et Geisser V. (ed.) (2004), *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, Paris, Karthala
- Chater K. (2011), *Pensée en exil et décolonisation : le cas maghrébin*, « Cahiers de la Méditerranée », n. 82, p. 107-14
- Darmon J.-P. (1969), *La Tunisie en danger*, « Esprit », n. 377 (1), p. 123-42
- Delpu P.M. et Poupault C. (ed.) (2018), *Les voyages politiques en Europe (XVIII^e-XX^e siècles)*, « Viaggiatori. Circolazioni scambi ed esilio », a. 2, n. 1
- Di-Capua Y. (2013), *Homeward Bound : Husayn Muruwah's Integrative Quest for Authenticity*, « Journal of Arabic Literature », vol. 44, n. 1, p. 21-52
- Ennafaa M. (2011), *Chronique saharienne*, Tunis, Mc-Éditions
- Feliu L. et Izquierdo-Brichs F. (2019) (dir.), *Communist Parties in the Middle East: 100 Years of History*, Londres, Routledge
- Gervasio G. (2007), *Da Nasser a Sadat. Il dissenso laico in Egitto*, Roma, Jouvence
- Ghorbal S. (2012), *Orphelins de Bourguiba & héritiers du Prophète*, Tunis, Cérés éditions
- Guirguis L. (2020) (ed.), *The Arab Lefts : Histories and Legacies, 1950s-1970s*, Edinburgh, Edinburgh University Press
- Isabella M. (2006), *Exile and Nationalism: The Case of the Risorgimento*, « European History Quarterly », vol. 36, n. 4, p. 493-520
- Ismael T.Y. et Ismael J.S. (1998), *The Communist Movement in Syria and Lebanon*, Gainesville, University Press of Florida
- Ismael T.Y. (2007), *The Rise and Fall of the Communist Party of Iraq*, Cambridge, Cambridge University Press
- Hendrickson B. (2022), *Decolonizing 1968 : Transnational Student Activism in Tunis, Paris, and Dakar*, Ithaca, New York, Cornell University Press
- Masmoudi M. (1977), *Les arabes dans la tempête*, Paris, Jean-Claude Simoën
- Papadogiannis N. (2016), *Political Travel across the 'Iron Curtain' and Communist Youth Identities in West Germany and Greece in the 1970s and 1980*, « European Review of History: Revue Européenne d'histoire », vol. 23, n. 3, p. 526-53
- Paris H. (1995), *Stratégie soviétique et chute du pacte de Varsovie. La clé de l'avenir*, Paris, Publications de la Sorbonne
- Rahal M. et Le Foll-Luciani P.-J. (2021) (eds.), *Participer, fusionner, s'opposer ? Les communistes algériens et le socialisme d'État dans l'Algérie des années 1960 (1962-1971)*, dans F. Blum et al. (dir.), *Socialismes en Afrique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021, p. 253-76
- Said E.W. (2013), *Reflections on Exile and Other Essays*, London, Granta
- Zederman M. (2019), *Faire parti » à distance. Partis politiques tunisiens pro- et anti-régime Ben Ali en France*, « Revue internationale de politique comparée », vol. 26, n. 2-3, p. 33-56
- Zezeza P.T. (2005), *The Politics and Poetics of Exile: Edward Said in Africa*, « Research in African Literatures », vol. 36, n. 3, p. 1-22

Note

1 - « The greatest single fact of the past three decades has been, I believe, the vast human migration attendant upon war, colonialism and decolonization, economic and political revolution, and such devastating occurrences as famine, ethnic cleansing, and great power machinations » (Said 2013: 9).

2 - Le Néo-Destour naît, à l'initiative de Habib Bourguiba, d'une scission en 1934 avec le Parti Libéral Constitutionnel ou Destour, fondé en 1920 par Abdelaziz Thaalbi. L'évolution du parti nationaliste se produit en parallèle avec celle du PCT qui a vu sa naissance comme Fédération Communiste de Tunisie, sous la houlette de la Section Française de l'Internationale Communiste, au congrès de La Goulette en 1921 et qui a été rebaptisé, au nom d'une autonomie organisationnelle, Parti Communiste de Tunisie au 1^{er} congrès de l'Ariana en mai 1939.

3 - Les données sont tirées des entretiens que j'ai faits avec des proches de Harmel et Bouarrouj à plusieurs reprises. Pour une notice biographique sur Harmel, voir aussi Ennafia (2011 : 306-7).

4 - Peter Burke, dans son livre sur l'apport des exilés et des expatriés à la production et la dissémination de la connaissance, souligne que la ligne de démarcation entre l'exil et l'expatriation – un départ forcé dans le premier cas, un départ de plein gré dans le second – est floue. Les soi-disant facteurs de répulsion peuvent être à l'œuvre même dans le cas de l'expatriation, si bien qu'il s'agit davantage d'une différence de degré que de nature (Burke 2017 : 3).

5 - M. Wiewiorka, *Pour un concept d'exil*, communication au séminaire « L'expérience de l'exil », Collège d'études mondiales, Paris, 30 février 2013, https://www.canal-u.tv/video/fmsh/seminaire_1_experience_de_1_exil_college_d_etudes_mondiales_seance_inaugurale.31479 (dernier accès 4 juillet 2023).

6 - A. Nuselovici (Nous) (2013), *L'exil comme expérience*, Fondation Maison des sciences de l'homme, Working Paper series, 2013, 43, p. 5, <https://shs.hal.science/halshs-00861245/document> (dernier accès 3 juillet 2023).

7 - *Ibid.*

8 - La littérature la plus consolidée concerne la période coloniale et le Moyen Orient. Sur ce dernier point, me bornant à quelques titres essentiels, voir : Beinon et Lockman (1987), Gervasio (2007) sur l'Égypte ; Ismael (2007) sur l'Iraq ; Ismael et Ismael (1998) sur la Syrie et le Liban.

9 - Voir, à titre d'exemple, *Le Maitron. Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*, <https://maitron.fr/> (dernier accès 5 juillet 2023).

10 - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (dorénavant ADSSD), sous-série 261 J 7, dossier 52 Afrique du Nord, *Bourguiba ordonne au Parti Communiste Tunisien de cesser toute activité*, « l'Humanité », 10 janvier 1963.

11 - Les responsables, des militaires et d'anciens maquisards, furent condamnés à mort par un tribunal spécial et exécutés. La presse partisane relevait la coïncidence entre les mesures anticommunistes et la concession d'aides américaines. Voir Y. Moreau, *Lettres de cachet à Tunis*, « l'Humanité », 13 mars 1963, ADSSD, sous-série 261 J 7, dossier 52 Afrique du Nord.

12 - Hédi Jrad (également orthographié Djerad), cousin de l'ancien secrétaire Ali Jrad (1939-48), ne comptait pas à son actif la rédaction d'articles. Revendeur au marché central de Tunis et longtemps l'un des responsables du syndicat professionnel, il avait été nommé membre de la commission paysanne issue du IV^e congrès du PCT de mai 1951 et se porta candidat dans les listes du PCT aux élections de l'Assemblée constituante en mars 1956 (courriels de R.J. et de J.A., 3 et 5 mars 2023).

13 - L'expression apparaît dans la quatrième de couverture des mémoires de Sliman Ben Sliman (2017). Après avoir été cadre du Néo-Destour, Sliman Ben Sliman (1905-86), ophtalmologue de profession, fut à la tête du Comité Tunisien pour la Liberté et la Paix au début des années cinquante et du Comité de Solidarité avec le Peuple Vietnamien, fondé en 1967.

14 - *En Tunisie*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 3, mars 1963, p. 173.

15 - *En Tunisie*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 5, mai 1963, p. 196-7 ; *Tunisie. Malgré les difficultés*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 2, février 1964, p. 116-22.

16 - *Révolution nationale et sociale*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 3 (103), mars 1967, p. 183.

17 - Abdallah El Majeri, ouvrier de Tunis et membre du PCT depuis l'après-guerre, accéda au comité central, au bureau politique et au secrétariat lors du V^e congrès en mai 1956 avant d'être confirmé au comité central et au bureau politique issus du VI^e congrès en décembre 1957.

18 - Originaire d'une famille de notables de la capitale, Abdelhamid Ben Mustapha (1926-2017) adhéra au PCT en 1952 avant d'être élu au bureau politique au VII^e congrès de 1962 et au secrétariat au VIII^e congrès de 1981. Lors du procès contre le Parti Communiste Marocain, poursuivi à la fin des années cinquante pour menace à l'intégrité du royaume et violation des principes de l'islam, il participa au jury international d'avocats de la défense. Il a travaillé comme rédacteur en chef au journal « Tribune de progrès » et, par la suite, « al-Ṭarīq al-jadīd » (*la Voie nouvelle*).

19 - Y. Moreau, *Lettres de cachet à Tunis*, « l'Humanité », 13 mars 1963, ADSSD, sous-série 261 J 7, dossier 52 Afrique du Nord.

20 - Voir les lettres de Joë Nordmann adressées à Mohamed Ennafaa, Paris, février-septembre 1963, Archives Habib Kazdaghli (dorénavant AHK), PCT 1963-81 (I).

21 - Rentré à Tunis en 1958 après sa formation médicale à Paris, Zouhaïr Essafi (1924-76) devint chef du service de chirurgie de l'hôpital Charles Nicole. Par la suite, il adhéra au Comité de Solidarité avec le Peuple Vietnamien et lors des protestations de 1968 subit la répression du régime. Voir M. Harmel, *La « voie tunisienne » entre le mythe et la réalité*, Éditions « Paix et socialisme », Prague, p. 9, AHK, PCT 1963-81 (III) ; S. Zmerli, *Zouhaïr Essafi : le pionnier*, « Leaders », 6 avril 2011, <https://www.leaders.com.tn/article/4752-zouhair-essafi-le-pionnier> (dernier accès 3 juillet 2023).

22 - AHK, PCT 1963-81 (I), Texte manuscrit, s.a., s.d. [fin 1964].

23 - Voir l'interview à Mohamed Harmel dans le documentaire *Ouled Lénine* de Nadia El Fani (2007).

- 24 - Interview téléphonique avec A.H., 10 juin 2021.
- 25 - Interview avec A.H., La Marsa, 15 juin 2019.
- 26 - L. Gallico, *I comunisti e il futuro della società tunisina*, « l'Unità », 9 septembre 1964. L'article de Loris Gallico, qui fait état du départ de Mohamed Harmel pour des raisons de santé, démentit le témoignage de Harmel lui-même qui, dans le documentaire *Ouled Lénine*, déclare être parti en 1965. La date de juin 1964 est indiquée par A.H. (interview, 10 juin 2021).
- 27 - Interview avec J.H., Tunis, 28 juin 2014.
- 28 J. Ben Brahem, *La « voie tunisienne » vers le socialisme*, « Le Monde », 5 août 1964, p. 4, AHK, PCT 1963-81 (I).
- 29 - M. Harmel, *Le bourguibisme et l'Afrique*, extrait de « Démocratie nouvelle », n. 5, 1965, AHK, PCT 1963-81 (I).
- 30 - Interview avec J.H., Tunis, 28 juin 2014. Pour la reconstruction du différend, voir : *Débats internes 1974-75. Autour de la Nouvelle alternative et après 1975-1980*, AHK, PCT 1963 (IV).
- 31 - « Deux signataires de la pétition de protestation contre l'intervention américaine au Vietnam (rendue publique par l'A.F.P.), MM. Bouarrouj et Taoufik Baccar ont été convoqués à la police pour interrogatoire portant sur l'identité des rédacteurs de la motion, ceux qui l'ont fait circuler et ses signataires » (*Tracasseries policières*, « Perspectives », n. 8, février 1966, p. 32-3, p. 32). Pour un cadre général, voir Darmon (1969 : 125).
- 32 - Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser (2004 : 578-9).
- 33 En 1972 selon la reconstruction de Nadia El Fani dans *Ouled Lénine*.
- 34 - *Pour une nouvelle alternative démocratique et progressiste*, Éditions Espoir, 1974, AHK, PCT 1963-81 (III).
- 35 - AHK, PCT 1963 (IV), *Point de vue d'un certain nombre de camarades au sujet du texte intitulé : Pour une nouvelle alternative progressiste et démocratique en Tunisie*, s.d..
- 36 - Voir la collection d'articles de « Démocratie nouvelle », 1956-62, AHK, PCT 1956-9 : M. Harmel, *Bourguiba et l'Afrique*, p. 21-8 ; M. Ennafaa, *Bizerte : le volte-face de Bourguiba*, p. 19-21 ; M. Ennafaa, *Tunisie, an II*, p. 283-7 ; M. Ennafaa, *Ce que devrait être la politique extérieure tunisienne*, p. 497-501. Khaled (nom de plume de Mohamed Ennafaa), *Sur le choix d'une voie avancée de développement en Tunisie*, « Démocratie nouvelle », Supplément 11, s.d. [1964]. M. Harmel, *Le bourguibisme et l'Afrique*.
- 37 - *Fanfaronnades « révolutionnaires » et anticommunisme. À propos d'une brochure du groupe « Perspectives »*, Supplément à « Espoir », s.d. [1971] ; *Pour une nouvelle alternative démocratique et progressiste en Tunisie*. Paris, Éditions Espoir, 1974.
- 38 - Courriel de H.S., 23 juin 2021.
- 39 - Pour la liste des journaux parus en clandestinité, voir : *al-Şuħuf al-shuyū'iyya* (les Journaux communistes), « al-Ṭarīq al-jadīd », 13 octobre 1981.
- 40 - Parmi les titres repérés : M. Harmel, *Élan révolutionnaire, rigueur scientifique*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 6, juin 1966, p. 62. M. Harmel, *En Tunisie*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du

socialisme », n. 9, septembre 1967, p. 73-80. M. Harmel, *Pour l'unité d'action dans la lutte contre l'impérialisme*, Extrait de « La nouvelle revue internationale », « Espoir », mai 1969, p. 4-6. M. Harmel, *En évitant le stade capitaliste*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 11, novembre 1972, p. 160-3. M. Harmel, *Tunisie. Premières élections*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 3, mars 1982, p. 111-4. M. Harmel, J. Spielmann, *Les communistes restent-ils toujours à l'avant-garde ?*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 8, août 1988, p. 3-18. À signaler aussi : M. Harmel, *La « voie tunisienne » entre le mythe et la réalité*, Éditions “Paix et socialisme”, Prague 1968, AHK, PCT 1963-81 (III).

41 - Pour des notices biographiques sur les hommes politiques mentionnés, voir *Le Maitron. Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social* ; sur le représentant du Parti Communiste Italien à la rédaction de « La nouvelle revue internationale », voir l'entrée « Michele Rossi. 1970-1979 », Fondazione Gramsci (dorénavant FG), Archivi di persone, <http://archivi.fondazionegramsci.org/gramsci-web/detail/IT-GRAMSCI-GUI00001-0000069/michele-rossi.html?quick=1¤tNumber=52> (dernier accès 4 juillet 2023).

42 - Interview téléphonique avec A.H., 10 juin 2021.

43 - Voir *Intervention de Harmel au 23 congrès du PCUS (Pravda 8 avril 1966)*, AHK, PCT 1963-81 (I) ; *Vive le XXIV^e congrès du PCUS*, « Espoir », avril 1971, p. 8.

44 - Pour un compte-rendu synthétique de la rencontre consultative de Budapest de février 1968 et de la réunion préparatoire de Moscou de mars 1969, voir M. Harmel, *Pour l'unité d'action dans la lutte contre l'impérialisme*, « Espoir », mai 1969, p. 4-6 (extrait d'un article paru sur « La nouvelle revue internationale »). Pour l'intervention de Harmel à la conférence voir : AHK, PCT 1963-81 (I), *Réflexions sur les caractéristiques nouvelles du mouvement de libération nationale*. Le PCT avait envoyé des délégués aussi à la conférence des soixante-huit partis communistes et ouvriers réunie à Moscou à la mi-novembre 1957, ainsi qu'à la conférence des quatre-vingt-un partis communistes tenue à Moscou en novembre 1960.

45 - *Vive le XXIV^e congrès du PCUS*, « Espoir », avril 1971, p. 8.

46 - Il participa au XX^e congrès du PCUS en 1956 (voir *Le 20^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'URSS, une source d'enthousiasme créateur et d'espoir pour toute l'humanité*, « L'Avenir de la Tunisie », 9-15 mars 1956, p. 1), ainsi qu'au XII^e congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque en 1962 (voir la traduction française manuscrite de l'interview à Ennafaa publiée sur « al-Tali'a », n. 219, 23 décembre 1962, AHK, PCT 1963-81 (I)).

47 - Interview téléphonique avec A.H., 10 juin 2021.

48 - FG, Archivio del Partito Comunista (dorénavant APC), Estero (Paesi) – Tunisia, mf. 0520, ff. 2374-9, Compte-rendu du voyage en Tunisie, Algérie et Maroc accompli par Dina Forti, au nom de la section Affaires étrangères du Parti Communiste Italien, du 9 au 18 février 1964, 27 février 1964.

49 - M. Harmel, *En évitant le stade capitaliste*, « La nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme », n. 11, novembre 1972, p. 160-3.

50 - Interview téléphonique avec A.H., 10 juin 2021.

51 - Interview à Mohamed Harmel dans le documentaire *Ouled Lénine*.

52 - Interview avec A.H., La Marsa, 15 juin 2019.

53 - AHK, PCT 1963 (IV) *L'unification du Parti est la tâche vitale de l'heure...*, texte dactylographié, s.a., s.d.. Voir aussi : *Débats internes 1974-75. Autour de la Nouvelle alternative et après 1975-1980*.

54 - AHK, PCT 1963 (IV), *Point de vue d'un certain nombre de camarades au sujet du texte intitulé : Pour une nouvelle alternative progressiste et démocratique en Tunisie*, s.d.

55 - Quelques mois après la répression sanglante de la grève générale proclamée par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) le 26 janvier 1978, Bouarrouj, qui pointait du doigt le pouvoir pour le déclenchement de la violence et la décapitation du syndicat, exprimait ses réserves à l'égard du PCT du fait de ne pas avoir demandé la création d'une commission d'enquête et de ne pas avoir défendu avec fermeté la direction légitime lors de son remplacement le 25 février 1978 par un bureau exécutif émanation du régime.

56 - AHK, PCT 1963-81 (III), Lettre dactylographiée non signée, Paris, 2 mars 1978.

57 - Interview avec J.H., Tunis, 28 juin 2014.

58 - FG, APC, Estero (Paesi) – Tunisia, mf. 8107, ff. 351-4, Notes de Antonio Rubbi, responsable adjoint de la section Affaires étrangères depuis 1975, sur les colloques avec le PCT à Rome, 19 mai 1981.

59 - *Interview accordée par le camarade Noureddine Bouarrouj à radio Soleil le 24 janvier 1982*, « Le communiste tunisien. Organe du Parti Communiste Tunisien 7^o congrès », janvier 1983, p. 18-30, p. 26-7.

60 - *Interview accordée par le camarade Noureddine Bouarrouj à radio Soleil le 24 janvier 1982*, « Le communiste tunisien. Organe du Parti Communiste Tunisien 7^o congrès », janvier 1983, p. 18.

61 - AHK, PCT 1981-7, *Document du VIII^e congrès du Parti Communiste Tunisien*, Tunis, mars 1982.

62 - Jamil Hayder arriva à Paris, en passant par l'Algérie, après s'être évadé de prison par suite d'une condamnation à deux ans de réclusion en 1976. Militant de l'extrême gauche depuis le lycée, il avait intégré le groupe Cho'la (*al-shu'la*, l'étincelle) à Paris avant de se rapprocher de Bouarrouj qu'il a côtoyé pendant presque quinze ans.

63 - À signaler aussi « Jeunesse communiste. Bulletin de la J.C. tunisienne (PCT 7^o congrès) ».

64 - Évadé de prison en 1973, après avoir été condamné en 1970 à dix ans de travaux forcés, Ahmed Ben Salah s'exila en Algérie, où il devint conseiller de Boumediène, et, après un retour en Tunisie de 1988 à 1991 suite à une grâce présidentielle, il quitta le pays pour Lausanne et Paris, pour ne revenir qu'après 2011. Proche de l'Internationale Socialiste, et notamment de l'Autrichien Bruno Kreisky et du Suédois Olof Palme, il fonda à l'étranger en 1973 le MUP (Borsali 2008 : 163-82 ; A. Belkaïd, *Une vie d'exil*, « Le Monde diplomatique / Manière de voir », n. 160, août-septembre 2018, p. 16). En 1981 des membres du MUP, favorables à la participation aux élections, se séparèrent pour fonder le Parti de l'Unité Populaire (PUP) qui fut légalisé en 1983.

65 - Interview avec J.H., Tunis, 28 juin 2014.

66 - *Interview accordée par le camarade Noureddine Bouarrouj à radio Soleil le 24 janvier 1982*, « Le communiste tunisien. Organe du Parti Communiste Tunisien 7^o congrès », janvier 1983, p. 23.

- 67 - N. Bouarrouj, *Réflexion sur les causes de l'implosion de l'URSS et de l'effondrement du mouvement communiste international*, texte dactylographié, Paris, septembre-décembre 1991.
- 68 - Étienne Mathiot avait été inculpé pour avoir hébergé et aidé à s'enfuir en Suisse un algérien du FLN. Condamné à huit ans de prison en 1958, il avait été libéré au bout de huit mois d'emprisonnement, le 7 juin 1958. Voir : P. Croissant, *L'affaire Mathiot, épisode montbéliardais de la guerre d'Algérie*, Extrait du « Bulletin de la Société d'Émulation de Montbéliard », n. 132, 2009 (publié en 2010), p. 368, <https://www.montbeliard-emulation.com/documents/pdf/bulletin32.pdf> (dernier accès 13 mai 2024).
- 69 - Roger Garaudy (1913-2012), professeur de philosophie et dirigeant du PCF jusqu'à son exclusion en 1970, s'investit par la suite dans le dialogue entre chrétiens et marxistes. Il prit ainsi conscience « des potentialités particulières de l'islam » en se convertissant en 1982 (R. Garaudy, *Garaudy. Pourquoi je suis musulman*, « Le Maghreb », n. 63, 6 août 1983, p. 6-7).
- 70 - L'article de « Le Monde » ainsi que l'arrêt de la Cour de Cassation sont accessibles sur le site : <http://rogergaraudy.blogspot.com/2012/06/un-article-du-monde-et-le-proces-qui.html> (dernier accès 12 juillet 2023).
- 71 - N. Bouarrouj, *Filastīn* (Palestine) (fin août 1982), « Le communiste tunisien. Organe du Parti Communiste Tunisien 7^o congrès », janvier 1983, p. 62-56.
- 72 - *Interview accordée par le camarade Noureddine Bouarrouj*, « Afrique Asie », n. 263, 12 avril 1982, dans « Le communiste tunisien. Organe du Parti communiste tunisien 7^o congrès », janvier 1983, p. 47-50, p. 48. Le Mouvement des Démocrates Socialistes avait été créé en 1978 par Ahmed Mestiri qui, chef de file des libéraux, avait quitté le parti unique (Parti Socialiste Destourien) au congrès de Monastir en 1971.
- 73 - O. S'habou, *Législatives 81. Un sentiment, deux enseignements*, « Le Maghreb », n. 31, 14 novembre 1981, p. 20-1, p. 21.
- 74 - Interview avec H.S., Tunis, 16 juin 2022.
- 75 - Interview avec S.B.A., Tunis, 12 juin 2019.
- 76 - Interview avec J.H., Tunis, 28 juin 2014.
- 77 - Il faut signaler *Le blog de Hédi Dhoukar* (actuellement supprimé) contenant une section au titre : « Textes de Noureddine Bouarrouj ».
- 78 - L'idée de périple est adoptée par Yoav Di-Capua à l'égard de l'itinéraire physique et intellectuel du communiste libanais Husayn Muruwah (Di-Capua 2013).